

# Appel aux Retraités.

Les résultats aux élections présidentielles et législatives ont créé de grands espoirs et de fortes attentes qui ne sauraient être déçus. Si la session parlementaire de fin juillet a adopté diverses mesures, marquant des choix en rupture avec la politique menée ces cinq dernières années, la situation du pays nécessite d'aller beaucoup plus avant.

Le gouvernement doit répondre maintenant, rapidement, aux demandes légitimes des actifs, des retraités, des jeunes, des privés d'emploi.

Pour les retraités, la CGT, la CFDT, l'UNSA, la FGR/FP et la FSU avancent trois urgences :

- **Le pouvoir d'achat :**

Sa dégradation continue doit cesser. Une augmentation du montant des retraites de tous est nécessaire avec un effort particulier pour les basses pensions :

\* abandon définitif du projet, repris de l'ancien gouvernement, d'augmenter la CSG pour les retraités, des suppressions de l'abattement de 10% et de la majoration de pension pour les parents de trois enfants.

\* prime exceptionnelle de 300€ pour compenser les retards accumulés,

\* pas de pension au-dessous du SMIC,

\* indice des prix, utilisé pour la revalorisation, prenant en compte l'évolution des dépenses contraintes.

Non les retraités ne sont pas des nantis !

- **La prise en charge de la perte d'autonomie :**

Depuis plusieurs années, à domicile ou en établissement, le reste à payer par les personnes âgées ou leur famille n'a cessé de croître. Il est devenu extrêmement lourd. Cette situation est inacceptable et réclame des mesures urgentes !

\* pour l'APA, dans l'immédiat, un effort important de financement national et pérenne est nécessaire, les services d'aide à domicile doivent aussi être développés.

\* pour la perte d'autonomie et le handicap, quels qu'en soient la cause ou l'âge de la personne concernée, ils doivent relever de la solidarité nationale dans le cadre de la Sécurité Sociale tout au long de la vie. On ne comprend pas que les décisions de prise en charge soient repoussées, à nouveau, à 2015 cette fois.

- **L'accès aux soins :**

Le reste à payer par le patient a là aussi considérablement augmenté. Progressivement, certains malades réduisent, reportent, ou renoncent aux soins faute d'une couverture suffisante par une complémentaire de santé trop chère. Il faut stopper le désengagement de la Sécurité Sociale qui doit bénéficier d'un financement à la hauteur des besoins réels.

La Sécurité Sociale et le système de santé ne souffrent pas d'un excédent de dépenses mais d'une insuffisance criante de ressources.

Pour pouvoir répondre aux revendications il faut, réformer la fiscalité, lutter contre la spéculation, relancer la consommation, ce qui permettra de sortir de la crise, des déficits et de lutter efficacement contre le chômage. Le Président de la République doit, en effet, changer le cap de sa politique, décriée par de nombreux économistes, pour celui du partage, au profit de tous, de la richesse produite par le pays. Il s'agit de remettre en cause le système ultralibéral qui dicte ses choix d'austérité à l'ensemble des pays européens.

**Manifestations Jeudi 11 octobre 2012 dans tout le pays,  
à Tarbes, Rassemblement à 16 heures 30, place de Verdun .**

**Dépôt de motion au Conseil Général, aux parlementaires du département et à la Préfecture avec audience.**